

Journal des débats politiques et littéraires

I. Journal des débats politiques et littéraires. 1858-09-18.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

ON S'ABONNE
rue des Prêtres - Saint-Germain - l'Auxerrois, 17.
PAR TRIMESTRE :
Départements..... 20 fr.
Paris..... 18 fr.
In LONDON, apply to J. THOMAS, general
advertising agent, 2, Abchurch Lane, Strand;
to COWIE and son, foreign newspaper office,
2, Saint-Anne's Lane, G. P. O.; and to DELANY,
DAVIES and Co., 1, Finch Lane, Cornhill.
N. B. Le JOURNAL DES DÉBATS ne répond
pas des manuscrits qui lui sont adressés, et ne se
charge pas de les renvoyer.

ON S'ABONNE
à Rome,
chez PIERRE MERLE, place Colonne;
à Naples,
chez ETIENNE DE LUCA, rue Medina, 61
Pour l'Allemagne, l'Autriche, la Prusse
et la Russie,
chez le directeur des postes, à Cologne (Prusse)
Les annonces sont reçues
au bureau du JOURNAL DES DÉBATS,
ou chez M. PASTIS, régisseur des annonces,
place de la Bourse, 10,
et chez MM. REGOT et Co, place de la Bourse.

FRANCE.

PARIS, 17 SEPTEMBRE.

Nous avons publié hier une dépêche de Madrid annonçant la dissolution des Cortés et la convocation d'une nouvelle Assemblée. D'après une autre dépêche que nous recevons ce matin, les élections desquelles le nouveau Parlement doit sortir seraient fixées au mois d'octobre.

Le Times se félicite de voir la paix rétablie entre l'Angleterre et la Chine. Le traité signé entre les deux puissances lui paraît offrir toutes les garanties nécessaires aux Européens dans leurs relations futures avec cet empire. C'est pourtant, aux yeux du Times, un curieux symptôme du caractère des Chinois et de leur disposition à éluder sans cesse l'exécution des actes qui leur déplaisent, que l'insistance originale du commissaire Kwei-Liang à ne pas voir et à ne pas signer la feuille séparée sur laquelle était écrite la stipulation relative à l'indemnité payable par la Chine. D'un autre côté, la froide obstination du secrétaire-interprète de lord Elgin, M. Lay, qui remettait sans cesse cette feuille sous la main du mandarin lui montrant la place où il fallait la signer, est un symptôme non moins caractéristique de cette persévérance tranquille et inflexible qui est indispensable aux Européens et qui ne leur fera pas défaut pour venir à bout de la finesse chinoise.

Parmi les articles les plus importants du traité, le Times signale les avantages de la publication officielle des droits de douanes imposés aux marchandises à leur entrée dans l'empire. Il félicite lord Elgin d'avoir insisté pour l'adoption de la langue anglaise dans la correspondance officielle émanée des agents de l'Angleterre, et d'avoir ainsi mis fin à une coutume qui faisait exception dans les usages du gouvernement. Enfin, c'est une grande conquête que l'ouverture de la Chine aux marchands, aux missionnaires et aux voyageurs. « La population du Céleste-Empire ne demande pas mieux, dit le Times, nous le savons par expérience, que d'accueillir de bonne grâce des étrangers qui viennent chez elle négocier, prêcher et dépenser de l'argent; mais nous savons aussi que l'administration chinoise a pour habitude d'exciter le peuple à commettre quelques désordres à l'occasion de ces étrangers et de se servir de ce prétexte pour éluder les obligations des traités. » Quelques exemples sévères suffiront pour prévenir le retour de semblables manœuvres, surtout si l'on rend les administrateurs personnellement responsables des désordres qu'ils n'auront pas su prévenir.

En terminant cette revue des avantages que le nouveau traité assure à la Chine ou plutôt à l'Europe tout entière, le Times ne peut s'empêcher de faire remarquer que tous ces biens viennent de l'arrogance et de la violence du mandarin Yeh, et que la sottise joue de temps à autre un rôle singulièrement utile dans les affaires de ce monde.

Une correspondance de Stuttgart donne quelques détails sur la déclaration solennelle que vient de faire le roi de Wurtemberg contre le bruit répandu dans le royaume qu'il s'était converti au catholicisme. L'origine de ce bruit est dans la conclusion du dernier Concordat, qui a établi entre le Wurtemberg et la cour de Rome des relations aussi étroites et aussi avantageuses à l'Eglise catholique que celles qui subsistent aujourd'hui entre l'Autriche et le Saint-Siège. Ce Concordat a suscité dans le pays la plus vive agitation, et l'opinion s'est accréditée que le roi avait cédé à l'obsession des prélats catholiques et s'était lui-même converti. Ayant réuni les prélats luthériens, le roi les a fortement engagés à démentir ce faux bruit; il a protesté qu'il n'était pas tenté, à l'âge de soixante-dix-sept ans, d'abjurer les principes de la Réforme, et qu'il leur resterait fidèle jusqu'à son dernier jour.

Un voyageur, dont le journal anglais qui le cite garantit la véracité, vient de passer huit jours à Sébastopol, et donne quelques détails intéressants sur l'état de cette ville. La population y est réduite à environ 6,000 personnes; elle était autrefois de 40,000. On a rebâti peu de maisons, et l'on habite généralement les baraques laissées debout par les armées alliées. Les bassins sont en ruine, ainsi que les forts du sud; mais les forts du nord sont presque intacts, malgré le bombardement qu'ils ont essuyé. On ramasse encore une quantité considérable de boulets et de fragments de bombes. Les sépultures des alliés ont été religieusement respectées, et les cimetières anglais à Balaklava, à Inkermann, à Alma comme à Sébastopol sont parfaitement intacts. En général, la population montre une extrême bienveillance à l'égard des étrangers, et ne paraît animée contre ses anciens ennemis d'aucun mauvais sentiment.

Dans le port de Sébastopol, on travaille activement, sous la direction d'un Américain, à relever les bâtiments coulés à fond. On a renoncé entièrement à relever les vaisseaux de guerre et on cherche à les détruire afin d'en recueillir les débris. Mais on

a été plus heureux avec des bâtiments d'un ordre inférieur, et un petit steamer qui naviguait aujourd'hui entre Odessa et Constantinople aurait été, au dire du capitaine, une année sous l'eau.

Télégraphie privée.

Madrid, le 16 septembre.
On annonce que les élections des députés aura lieu en octobre.
L'état de siège ne tardera pas à être levé en Catalogne.
On s'attend à la prochaine présentation des lois sur la presse et le désamortissement civil.
Madrid, le 17 septembre.
LL. MM. sont arrivées à Astorga.
La garnison de Cuba doit être augmentée de 3,000 hommes.
Trieste, le 16 septembre.
Le congrès des chemins de fer allemands a clos ses séances. La prochaine assemblée aura lieu à Dantzig.
On mande de Constantinople, le 11, que le prince Kallimaki doit quitter Vienne.
MM. Photodis et Aristarchi sont rappelés des principautés.
On construit un télégraphe sous-marin à Smyrne.
Londres, le 17 septembre.
L'Alps, parti de New-York le 8, est arrivé à Liverpool.
Londres, le 17 septembre.
Les nouvelles de New-York vont jusqu'au 5 septembre. Elles annoncent que la populace a détruit les bâtiments de la Quarantaine.
La Bourse était sans animation; l'argent était plus demandé. Le change sur Londres était de 9 1/2 à 10.
Sur le coin, les affaires étaient actives; le froment se traitait en hausse.
Des dépêches de la Vera-Cruz annoncent aussi que tous les journaux d'opposition ont été supprimés. Une action décisive entre les partis hostiles du Mexique était considérée comme imminente.
Berne, le 17 septembre.
Le conseil fédéral appelle l'attention des chambres de commerce sur l'ouverture des ports chinois et les invite à faire des propositions dans l'intérêt du commerce suisse.
(Service télégraphique Havas-Bullier.)

On lit dans le Journal de Constantinople du 8 septembre :
« Kiazim-Bey, envoyé à Constantinople par son père Fud-Pacha pour apporter à S. M. I. le Sultan l'acte final de la conférence de Paris à ratifier, s'embarque demain pour la France porteur des ratifications.
« Le conseil de l'administration sanitaire a décidé, en date du 4 septembre, que les bâtiments de guerre provenant d'un lieu infect devaient, à partir de ce jour, être soumis à une quarantaine de quinze jours, au lieu de deux jours, comme le déterminait le paragraphe 2 de l'article 26 du règlement sanitaire. »

On nous écrit de Stockholm, le 10 septembre :
« C'est demain 11 qu'expire l'année pendant laquelle le prince Charles aura exercé au nom du roi son père les fonctions de régent des deux royaumes suédois. Il est aujourd'hui hors de doute que, par suite de la prolongation de la maladie de notre souverain, le prince Charles continuera jusqu'à la réunion en 1859 de nos Chambres législatives d'exercer, avec tous les pouvoirs attribués par les deux Constitutions suédoise et norvégienne, les fonctions de régent.
« Je n'ai malheureusement rien de bien consolant à vous annoncer au sujet de la maladie dont souffre depuis tantôt deux ans notre souverain. Tous les traitements et remèdes que les gens de l'art ont prescrits dans cet intervalle n'ont apporté aucun soulagement aux souffrances qui accablent le roi Oscar. D'après le conseil de ses médecins, un certain M. Kuglenstier, qui jouit de quelque réputation comme magnétiseur, a été récemment appelé au château de Brothningholm, où continue à résider la famille royale, pour faire subir à l'auguste malade un traitement périodique de magnétisme. On croit savoir ici que, par une coïncidence assez singulière, le siège de la maladie du roi Oscar se trouve précisément établi dans cet endroit de la tête où est placé le cerveau, comme cela paraît malheureusement être le cas aujourd'hui chez le roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse.
« Depuis quelques jours, on parle d'une manière assez positive de la prochaine retraite du cabinet du ministre de la guerre, M. le comte Gyldestolpe. Ce serait ainsi le cinquième chef de département en Suède qui se serait retiré des affaires publiques peu de temps avant que le prince fut investi des fonctions de régent des deux royaumes. Toutefois il paraît que M. de Gyldestolpe, en se retirant du ministère, sera nommé au commandement général des troupes suédoises dans le second district militaire.
« On désigne déjà comme devant lui succéder au département de la guerre M. de Björnström, colonel au 1^{er} régiment de la garde royale, le même qui pendant la guerre dans la Baltique avait le plus chaleureusement désiré d'y voir l'armée réunie de Suède et de Norvège y prendre une part active. »
Pour extrait : F. Camus.

ment secondée par le ministre de l'instruction publique, M. Christopoulos, qui préside aux fouilles archéologiques.
« Au pied du temple de Thésée on voit deux piédestaux en marbre blanc, dont l'un supporte une statue de neuf pieds de haut, sans bras ni tête, moitié homme et moitié serpent. Les fouilles viennent de faire retrouver la statue du second piédestal. Elle représente un triton admirablement sculpté, mais sans tête, malheureusement. Le conservateur des antiquités, M. Pittakios, l'a fait remettre à la place où se trouvait dans l'antiquité. Ces deux statues faisaient partie du fameux monument de Phorbas. »
Pour extrait : F. Camus.

RUSSIE.
Saint-Petersbourg, 9 septembre.
Le 12 août, Schamyl a éprouvé sur l'aile gauche de la ligne du Caucase une défaite décisive. Le dernier rapport du général Ludokimow, en date du 20 juillet, annonçait qu'une collision importante aurait lieu prochainement. Schamyl s'était porté avec 5,000 hommes derrière les gorges d'Acho, et le général Ludokimow avait cru devoir assurer d'abord sa retraite.
D'après le dernier rapport, les travaux préparatoires étaient terminés le 1^{er} août, et la colonne du colonel Naumow s'avancait vers l'aile de San. Le 2 août, un fort détachement ennemi a attaqué la colonne du colonel Baryanow. Dans une forte escarmouche, l'ennemi a éprouvé une grande perte, tandis que les Russes n'ont eu que 12 morts et 10 blessés.
Schamyl, dont les forces s'étaient accrues, s'est décidé alors à une opération décisive et est parti dans la nuit du 5 au 6 avec une portion de ses troupes, composées principalement de cavalerie, pour faire une diversion sur Wladikavkaz. Le major général Mischchenko alla au-devant et prit position sur la rive gauche du Sandoussch.
Schamyl s'avança pour l'attaquer le 11 août. Le général Mischchenko se retira un peu pour l'attirer dans la plaine, et divisa ensuite sa troupe en deux colonnes : l'une, composée de 600 Cosaques, de 400 hommes de milice et de 2 pièces, se porta sur l'aile d'Ismaïl, et était chargée de détourner l'attention de Schamyl; la seconde, composée de deux divisions de dragons, de 300 Cosaques et de 4 pièces, et commandée par le général Mischchenko lui-même, devait tourner l'aile droite de l'ennemi. Ce plan réussit parfaitement.
Les deux colonnes atteignirent l'ennemi en même temps et le mirent en fuite. L'ennemi laissa sur la place 370 morts, 84 chevaux, 424 fusils, 280 sabres, 435 pistolets et 14 tentes, dont celle de Schamyl. Les Russes perdirent 14 morts et 16 blessés.
Le général Ludokimow avait profité de l'absence de Schamyl pour occuper la position dans laquelle celui-ci s'était retranché d'abord. Cela eut lieu sans combat le même jour, 11 août. Les Russes sont maîtres maintenant du cours de tout l'Argoum, tandis que Schamyl a perdu la confiance des peuplades voisines.
(Nouvelles de Hambourg.)

Autriche.
Vienne, 15 septembre.
Les évêques de l'empire autrichien sont sur le point de faire une démarche collective énergique pour obtenir la suppression du système d'instruction publique organisé par le ministre Leo de Thun. Des correspondances ont lieu dans ce but entre les divers ordinaires. Cette démarche sera la seconde, car on se rappelle qu'il y a deux ans déjà l'épiscopat a petitionné pour la modification de l'organisation actuelle de l'instruction publique. (Revue de Berlin.)

PRUSSE.
Berlin, 15 septembre.
Le roi a fait connaître sa résolution de commencer son voyage depuis longtemps projeté pour le Midi dans la seconde moitié du mois prochain. Il est probable qu'il quittera Berlin le 25 octobre, mais on ignore encore si c'est à Nice qu'il se rendra.
Le prince de Prusse sera de retour ici de Sicile le 19 au matin. Il partira le même soir pour Hanovre, où il assistera aux manœuvres du corps d'armée fédéral, et en reviendra le 22.
Les articles dirigés par la Nouvelle Gazette de Prusse contre l'institution de la régence ont généralement été désapprouvés ici. On n'y peut voir que les efforts d'un petit parti à des entreprises par actions, et notamment s'ils pouvaient être membres des conseils d'administration de ces sortes de Compagnies, puisque dans cette position ils pouvaient se trouver en conflit avec leur position officielle et les autorités générales. Il a été décidé que rien ne les empêchait de conserver ces positions, puisque c'était précisément le moyen d'éviter des conflits avec les autorités.
M. Reichensperger, connu par ses discours dans la Chambre, et qui appartient à la fraction libérale catholique, vient d'être nommé conseiller à la Cour supérieure de Berlin, il était conseiller à la Cour d'appel de Cologne.
On doit élever ici un monument devant l'Académie de chant au compositeur Mendelssohn à Hambourg. Le capital est souscrit et on procède prochainement aux travaux.
Le prince et la princesse royale de Wurtemberg arriveront ici le 19 septembre, de Saint-Petersbourg, et passeront quelques jours à Berlin avant de retourner à Stuttgart.
(Correspondance Havas.)

ALLEMAGNE.
Francfort, 15 septembre.
Bien que l'affaire du pont de Cologne ait été terminée par la résolution fédérale du 12 août, les commerçants et bateliers intéressés ont néanmoins déposé à la Diète une nouvelle pétition contre le gouvernement prussien.
On assure qu'un gouvernement de l'Allemagne méridionale a demandé que les griefs énoncés dans cette pétition fussent l'objet d'un examen sérieux. En même temps on a l'intention de porter devant la Diète la question de la navigation de l'Elbe à l'occasion de la réduction projetée des péages de ce fleuve.
Une occasion vient d'être offerte à l'Assemblée fédérale d'étendre aussi sa compétence à intervenir à l'étranger au nom des intérêts allemands. Un médecin d'origine allemande établi en Russie et qui a été envoyé à Ufa, sur la mer Caspienne, vient de s'adresser à la Diète pour qu'elle s'empare auprès du gouvernement russe à l'effet d'obtenir son rappel.
(Temps de Berlin.)

PIÉMONT.
Turin, 15 septembre.
La Gazette piémontaise, journal officiel du royaume, publie aujourd'hui une petite Note en réponse aux assertions de quelques journaux anglais qui ont prétendu que le gouver-

nement venait de céder aux Russes le port de Villefranche, près de Nice.
Le Journal officiel déclare en termes péremptoirs que cette prétention n'existe que dans l'imagination de ceux qui ont donné la nouvelle, et qu'elle se réduit tout simplement à la faculté que le gouvernement sarda a accordée aux vaisseaux russes de pouvoir faire du charbon et chercher des vivres à Villefranche. Il y aurait un entrepôt à cet objet dans l'ancien bagne, qui depuis quelque temps a été évacué.

La Gazette piémontaise ajoute qu'on a fait pour le gouvernement russe la même chose qu'on a fait il y a déjà plusieurs années à la Spezia pour le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.
Il est évident qu'il ne s'agit dans tout cela que d'une affaire de bon procédé envers la Russie, et rien ne saurait être plus naturel ni plus facile à comprendre. Depuis la paix de Paris, les relations les plus amicales existent entre la Sardaigne et la Russie, et il était tout simple que le gouvernement sarda, pouvant sans inconvénient donner des facilités au commerce russe dans la Méditerranée, se soit empressé de le faire. Il faut vraiment y mettre un peu trop de bonne intention pour envisager la chose à un point de vue différent, et voir dans un tel procédé une grande portée politique.
(Correspondance Havas.)

Nous recevons le programme d'un nouveau journal de Milan, intitulé Gazzetta italiana; ce journal paraîtra sous les auspices de l'archiduc Maximilien et sous le patronage direct du duc Melzi.
L'éditeur propriétaire de la Gazzetta italiana de Milan sera G. Civelli; le rédacteur responsable, Francesco Locatelli. Le but qu'elle se propose est de défendre les intérêts du pays, sous les auspices de l'Autriche, bien entendu.
(Opinion.)

Ce matin le consul général des Etats-Unis, M. Forrest, est mort à Gènes des suites d'une hydropisie, à l'âge de soixante-cinq ans, et après avoir souffert de la fièvre typhoïde pendant plusieurs jours. Il a passé seize ans de sa vie en prison et vingt ans en exil.
(Idem.)

GRANDE-BRETAGNE.
Londres, 16 septembre.
Cité, midi. — Consolidés, 97 3/8 1/2 au comptant, 97 1/2 pour octobre. Nouveaux coupons tures au pair, avec 1/4 de prime.
Cité, deux heures. — Consolidés, 97 1/4 3/8 au comptant, 97 3/8 1/2 à terme; nouveaux tures pour 100, 97 3/8 1/2 de prime; juin, 97 3/8 1/2 de prime; Obligations, 100 1/2; coupons de l'Emprunt de l'Inde, deuxième émission, 98 1/4 1/2; Obligations de l'Inde, 43 sh. 4 1/2 de prime; Actions de l'Inde, 216. Fonds étrangers: Six pour 100 ture, 95 3/4 96 1/4; nouveaux coupons au pair, 1/8 de prime; Trois pour 100 espagnol, 45 3/4.
(Globe.)

Les demandes d'escompte sont ralenties, et la réserve métallique de la Banque ayant continué à augmenter, on s'attend que les directeurs de la Banque se décideront bientôt à réduire le taux de l'escompte à 2 1/2 pour 100, ce qui encouragera les acheteurs de Consolidés. En attendant, le conseil des directeurs de la Banque s'est encore séparé aujourd'hui sans rien changer aux conditions de l'escompte.
La Banque a encaissé hier 250,000 liv. st., et elle doit recevoir 300,000 ou 400,000 liv. st. d'ici à peu de jours; aussi les Consolidés ont-ils été très fermes pendant toute la journée, de 97 1/2 à 97 3/8. On est resté à 97 1/2.
Les Fonds espagnols sont demandés. On s'attend à de la hausse sur les certificats et sur la dette passive. M. Powles, président du comité espagnol à Londres, et M. Léopold Werner, représentant les détenteurs de Paris, doivent se rendre ces jours-ci à Madrid pour faire de nouvelles tentatives afin de faire reconnaître les certificats et de faire racheter la dette passive.
(Correspondance Bullier.)

Une escadre prussienne, composée du Thier, du Gefion et du Grille, ayant le prince Adalbert grand-amiral de Prusse, a passé devant l'île de Wight pendant la nuit de lundi, venant de Dantzig; elle se rend à Brest.
(Times.)

Sir E. B. Lytton, ministre des colonies, a adressé la dépêche suivante au gouverneur général des îles du Vent :
« Monsieur, dans une autre dépêche j'ai répondu d'une manière générale aux explications que vous m'avez données relativement aux troubles qui ont éclaté à Antigua. Je désire maintenant appeler votre attention sur un point que les troubles ont mis en évidence. Je désire vous faire savoir, et par votre intermédiaire à la colonie que vous gouvernez, qu'il est très important de lever et d'entretenir, au moyen des ressources locales et par les efforts de la colonie, une force militaire qui puisse garantir la sécurité, la dignité et la paix intérieure de la colonie.
« En parcourant les rapports des dernières années, j'ai remarqué que dans plusieurs colonies des Indes-Orientales des troupes locales ont été organisées et, je crois, entretenues. C'est donc avec regret que j'apprends que ces précautions ont été négligées dans un but de fausse économie.
« C'est le vœu naturel du gouvernement de maintenir à la sécurité et à la protection des habitants les initiatives de la Colonie britannique; mais les nécessités de l'empire ont fait retirer un grand nombre de troupes, et peut-être n'en restera-t-on pas. Pendant une période critique de notre histoire, les nécessités de la métropole et le besoin de nos ressources tant en hommes qu'en argent ont donné naissance aux sympathies des sujets de la reine dans plusieurs parties de son empire colonial. Mais ce n'est pas seulement par l'addition matérielle d'un nouveau régiment de ligne ou par des souscriptions généreuses en faveur de ceux qui ont souffert et qui ont subi des pertes, ou par des déclarations de loyauté et de dévouement que les colonies anglaises peuvent donner à la métropole un secours efficace en un moment d'épreuves et de difficultés.
« C'est en provoquant des moyens de défense personnelle et de protection intérieure, en permettant à l'Angleterre d'user de toutes ses ressources militaires jusqu'à la dernière limite et en se passant des troupes dont les services, tant qu'ils n'ont pas été requis par la métropole, ont été libéralement accordés aux colonies, que les possessions des Indes-Orientales pourront le mieux faire preuve de l'esprit qui, j'en suis persuadé, les anime.
« C'est un sacrifice que la métropole a le droit de demander et que la colonie doit être la première à approuver. C'est donc avec plaisir que j'ai remarqué pendant les troubles récents que plusieurs gentlemen se sont empressés de s'enrôler du côté de l'ordre et de mettre leurs services à la disposition du gouverneur. C'est avec plus de satisfaction encore que j'ai appris qu'on avait l'intention de créer un corps de volontaires pour garantir la colonie contre une agression et pour maintenir la tranquillité à l'intérieur.
« Plus ces sentiments de confiance en soi-même s'affermiront, plus on adoptera de précautions, et plus les chances de danger diminueront. Plus cette nouvelle force aura de dis-

cipline, et plus on évitera les difficultés et les dépenses d'un effectif élevé. Il ne peut pas y avoir de sécurité pour la vie, pour la propriété et pour les transactions commerciales dans une société qui ne cherche pas sérieusement et résolument à développer dans son sein une force en état de défendre la dignité de ses lois contre des désordres intérieurs.
« Je vois avec intérêt les progrès que la colonie que vous gouvernez fait dans cette direction importante et salutaire, et la reine compte avec confiance sur la loyauté et les bons sentiments dont les habitants des colonies des Indes-Orientales feront preuve en donnant leur appui aux autorités dans cette tâche quelque peu difficile, mais nécessaire et louable.
« Vous saisissez la première occasion pour faire connaître cette communication à la législature d'Antigua. »
(Times.)

On écrit de Hong-Kong, le 20 juillet :
« A Canton, nous perdons en moyenne deux hommes par jour, traités ou non assassinés. L'homme qui s'écarte de la muraille et entre en ville, s'il n'est même armé, est chassé et traité dans des guet-apens, tué et mutilé : on lui coupe la tête et le bras droit.
« Dernièrement quatorze hommes de police militaire faisaient patrouille en ville; ils étaient arrêtés devant un petit temple. Tout d'un coup on a fait feu sur eux; un d'eux a été tué et sept ont été blessés. Les Chinois sont aussitôt sortis du temple au nombre de deux cents; ils voulaient emporter les corps des blessés; mais l'attitude du reste de la patrouille leur en a imposé. Ceux qui pouvaient marcher malgré leurs blessures ont opéré leur retraite au bruit des vociférations des braves.
« Les six hommes non blessés ont ramené au camp leur camarade tué et les sept blessés. Le brave capitaine Brown, du 39^e, est parvenu à se ressaisir des fusils des blessés et à les enlever. Il a mis la main sur un Chinois à qui il a ordonné de l'aider à emporter les blessés; sur son refus, il l'a étendu mort d'un coup de fusil. Les autres Chinois se sont montrés plus obéissants et le caporal a pu ramener tout son monde.
« Toute la rue dans laquelle était le temple a été rasée. Dans la nuit du 20, les braves ont attaqué la porte d'Orient. L'attaque a commencé à une heure du matin, et l'affaire a duré jusqu'à six heures. Les Chinois ont tenté d'escalader la muraille; on a eu beaucoup de peine à les repousser. La porte d'Orient était défendue par lesipayes, qui se sont battus très bravement. »
(Morning Post.)

L'opinion généralement accréditée est que l'un des principaux défauts du câble transatlantique se trouve dans le voisinage de la ville, quoique cette supposition soit contraire aux expériences faites par le professeur Thompson et par M. Varley. C'est encore une question de savoir si, pour l'ample satisfaction des actionnaires, il ne faudrait pas enlever le câble à quelques milles de distance des deux bords, pour essayer de faire usage des deux bouts.
Cette opération entraînerait nécessairement des dépenses considérables, et probablement on ne voudra pas s'y exposer, avant de connaître l'état des choses à l'extrémité américaine du câble. M. Lundy, l'un des agents, se rendra mardi à Terre-Neuve à bord du Prince-Albert, partant de Galway, afin de s'assurer de l'état du fil à l'autre extrémité. Il conviendrait aussi d'un jour ou un ordre connu de signaux sera envoyé à des époques convenues des deux extrémités, afin d'essayer de rétablir des communications intelligibles.
Le problème de la communication ayant été résolu, le public des deux côtes de l'Atlantique sacrifiera plutôt dix câbles qu'un pour atteindre le but de la communication parfaite; mais si les gouvernements d'Angleterre et d'Amérique désirent réellement une communication télégraphique effective entière, il faut qu'ils se résignent à faire un sacrifice d'argent plus grand que celui qu'ils avaient offert.
La Compagnie du télégraphe atlantique a dépensé près d'un demi-million de livres sterling (12 millions 500,000 fr.) pour confectionner et poser le câble. Les gouvernements d'Angleterre et d'Amérique n'ont garanti que 28,000 liv. st. (700,000 fr.) pour une certaine période en cas de succès. En cas d'insuccès, toute la perte doit être supportée par les actionnaires, ce qui est peu encourageant pour tenter un nouvel essai; il faudrait de la part des deux gouvernements des conditions plus avantageuses.
(Express.)

Clôture le 20 septembre de la souscription à l'émission française des obligations de la Société générale des chemins de fer romains.
40,000 obligations de 500 fr. chacune, rapportant 15 francs d'intérêt garanti (1), sont émises à 250 fr., jouissance du 1^{er} juillet 1858.
On souscrit :
A PARIS, chez MM. Mirès et Co, rue Richelieu, 99;
A ROME, à la Banque romaine.
On verse en souscrivant 100 fr. par obligation; le complément de 150 fr. par obligation devra être versé dans les dix jours qui suivront la publication de l'avis de répartition.
Dans les villes où la Banque a des succursales, on peut verser au crédit de MM. Mirès et Co.

Faits divers.
Par décret en date du 16 septembre, l'intérim du ministère de l'Agriculture, du commerce et des travaux publics, confié à M. Magne, ministre des finances, en l'absence de M. Roulier, cesse à partir de ce jour.
— On lit dans le Journal du Havre du 16 septembre :
« La malade de la Réunion et de Maurice, venue d'Aden à Marseille avec celles de l'Inde, nous apporte des nouvelles de ces deux colonies allant jusqu'au 10 août.
« A la Réunion, pas de faits importants à relever, mais deux discours prononcés devant la chambre de commerce et la chambre d'agriculture par le gouverneur, M. le baron Darriulat, et qui tous deux ont fait événement. Le chef de la colonie, de retour de sa première tournée dans l'île, a fait entendre à ses administrés de paternelles et sévères vérités, qui du reste, comme elles méritaient de l'être, ont été prises en très bonne part.
« Parloir le gouverneur a été frappé d'un fait : à côté de la plus luxuriante culture, à côté de la plus opulente production, se remarque la plus stricte pénurie; la richesse dans un petit nombre de mains, moins que la misère dans la plus grande partie de la popula-

tion. C'est là un danger qui s'accroît encore d'une tendance bien fâcheuse, celle de l'abandon des terres par les propriétaires, qui ne voyant point de leur fortune, dépensent leurs revenus qui devaient appartenir au sol natal. L'argent sort de la colonie pour n'y plus rentrer, le numéraire disparaît, et les crises monétaires sont sans cesse ou imminentes ou à l'ordre du jour. On oublie ainsi le charme des lieux où l'on a passé ses premières années; on néglige l'embellissement de sa demeure; lorsqu'on y revient, ce n'est pas pour lui demander des jouissances, mais pour y puiser de l'or et des produits. On ne peut pas quelconques y recevoir un ami, à bien plus forte raison y jouir de l'agrément de la société à la campagne; l'antique hospitalité créole oublie ses traditions, la société se dissout.
« Le gouverneur n'a pas été moins frappé de l'énorme dépense des cultures. Des bras, lui a-t-on demandé de toutes parts, alors qu'il ne voyait partout qu'abus de bras. Il en est employé trois fois plus aujourd'hui qu'au temps de l'esclavage, proportion gardée des surfaces travaillées par des bras, et on les paye un prix démesuré. A-t-on besoin de charrois? on ne s'arrête pas devant le prix d'un attelage de mules; on ne se préoccupe pas des routes qu'elles parcourent, des voitures qu'elles traînent; on ne le s'assure pas si les charrois sont bien construits, s'ils épargnent du frottement, s'ils deviennent une cause de mortalité; personne n'entre dans des détails; si les bêtes meurent, elles sont remplacées, la récolte pourvoit à tout. On a besoin de combustible : la bagasse en offre un; mais quelqu'un a-t-il calculé s'il était le plus économique; s'il n'y aurait pas avantage à en employer un autre? Le gouverneur reste persuadé que pour des générations de malheureux que ceux qui l'ont employé dans la colonie, c'est le plus mauvais combustible, et si l'on calcule bien, c'est peut-être celui qui coûte le plus cher. Qu'importe! Si la récolte se vend bien, la dépense sera payée au décauplé!
« Le gouverneur aurait pu ajouter qu'on se rappelle bien qu'on a rivalisé dans le sucre indigène, quand il faut régler les droits différentiels, mais qu'on ne s'en souvient plus guère quand il faut régler l'économie industrielle de la production sucrière. Cependant il a très judicieusement appelé l'attention de la colonie sur la manière d'écarter des sucriers des départements du Nord, qui ne calculent pas comme les colons. « Pour eux, a-t-il dit, il n'est pas indifférent de faire une petite économie; et aujourd'hui que l'on a produit plus qu'on ne consomme, qu'il faut en venir à baisser les prix, pour faciliter la consommation, l'avantage rattaché à celui qui produit au meilleur marché possible. C'est sur le terrain de l'économie qu'il faut donc se placer. »
« Il est un autre terrain économique que les colons ont aussi trop négligé jusqu'ici, c'est celui de la production des denrées alimentaires. On se plaint des crises monétaires; voici deux moyens infallibles pour les conjurer, ou du moins pour en rendre singulièrement les proportions moins graves : les habitants les mieux partagés de cette île, qui elle-même est peut-être la plus fortunée du globe, consentent à y vivre d'une vie large, qui sera pour eux une source de bonheur plus vraie que celle de quelques plaisirs qui vont chercher en France, et dont on ne retire que trop souvent la ruine ou au moins de cruels embarras; d'un autre côté, que les petits propriétaires désertent le voisinage des habitations sucrières, qui leur est funeste, pour aller mettre en culture bien des terres des régions élevées de l'île. Que la soit l'aliment de la colonie, la production des élevés de toute espèce; que la silviculture, que la plantation des essences de toute sorte ne soient pas négligées, et les plaines des Cafres et des Palmistes, aujourd'hui presque délaissées, descendront la source de la vraie prospérité du pays.
« Il est vrai que le haut prix actuel des engagements est un obstacle au développement de la petite culture, de la culture vivrière. Mais le mal est dans le mode actuel de recrutement des immigrants qui, au monopole, a fait succéder une concurrence sans frein. Le gouverneur est en général ennemi des privilèges, mais il croit, dans le cas particulier, qu'il s'agit, que la libre concurrence des baux n'est pas la cause de l'engagement; c'est une cause de hausse des prix; que la libre concurrence des habitants surenchérissant est une cause bien plus grande de hausse; que ce n'est pas la concurrence, mais la folle enclenché; que, tout en maintenant la concurrence, il est nécessaire de poser des limites à la liberté du commerce des émigrants; qu'en cela même on peut limiter le prix des contrats comme celui de certaines denrées alimentaires, et il a ajouté que c'est là qu'il en venait, des offres lui ayant été faites à cet égard par plusieurs négociants.
« A Maurice les revenus du premier semestre présentent un surplus de 22,000 dollars sur les dépenses. Les navires abondent, les frets sont bas, les établissements de marine prospèrent, et il existe un bon approvisionnement de riz sur le marché. De nombreuses acquisitions et expéditions de sucre ont été faites pour l'Australie.
« Tel est le bulletin mensuel que publie un journal de Port-Louis. Du reste, le courant de l'immigration indienne continuait à couler sans obstacle, et jetait sur le marché maritime un grand nombre de bras qui ne pouvaient cependant pas encore satisfaire les besoins de l'agriculture. On se disputait toujours avec la même ardeur les terres à cultiver, et les gages qu'on leur offrait étaient loin de tendre à baisser; les bons qu'on donne aux Sirdars pour les décider à s'engager avec les bandes qu'ils dirigent atteignent toujours des chiffres extravagants. Mais cette abondante immigration a été suivie de son cortège ordinaire de dangers. Quatre navires sont arrivés presque coup sur coup ayant eu au voyage des épidémies. Grâce à l'hygiène qu'on met dans les colonies locales, il n'est résulté aucun danger pour la colonie, bien que le capitaine de l'Hydrex, pour éviter d'échouer de débarquer ses hommes à l'île Plate, l'endroit où se trouve le lazaret, n'ait pas craint de faire un faux rapport et de ne déclarer que deux ou trois décès quand il en avait perdu vingt-six hommes. La présence de ces navires infectés a cependant ému la population, qui se souvient encore de ces deux grands épidémies de 1834 et de 1836.
« Le Courrier de Nantes publie l'extrait suivant d'une lettre particulière reçue de la Réunion à la date du 2 août :
« Il y a plus d'un mois que l'on connaît le massacre qui a eu lieu sur les côtes de Madagascar. Le navire, je ne dois pas que ce soit la Marie-Louise, était parti pour un point de la côte d'Afrique dans le but d'y prendre des engagés. Mais ayant rencontré la de grande et de mauvaise fortune, le capitaine a décidé de relever pour Madagascar, et de relever pour Madagascar. Il était muni d'une lettre pour le jeune Samat, qui devait lui faire livrer un chargement complet de Malgaches. Arrivé à sa nouvelle destination, il apprit que Samat, inquiet des dispositions des Malgaches, s'était brouillé de fuir depuis cinq ou six jours. A son tour, le capitaine voulut quitter l'île, mais on ne lui a pas permis de le faire. Il était descendu avec quelques hommes, on les fit tous prisonniers; en même temps on enleva le navire et ce qui restait des officiers et de l'équipage. Bientôt après ils furent tous

(1) Art. 3 du décret de concession de la Route à Ancône à Bologne. Le gouvernement garantit un produit net minimum de 10 millions de francs.
Art. 4 du décret de concession de Bologne à Ferrare et au Pô. Le gouvernement garantit à forfait, par ladite section, un produit net annuel minimum de 500,000 francs.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

massacres. Aussi les détails que l'on connaît de ce crime atroce sont-ils bien restreints, ils sont le résultat de quelques rapprochements, de quelques bruits recueillis sur d'autres points de la côte. Il paraît qu'un avis est chargé de tirer cette affaire au clair.

— On lit dans le *Journal de Constantinople* du 8 septembre :

La Turquie va aussi bénéficier des progrès récents de la télégraphie et posséder prochainement, nous l'espérons, un réseau complet, grâce au secours des communications sous-marines.

Par l'armement impérial, il a été accordé, comme on sait, à M. Gishoroff, représentant, une Société au capital de 800,000 fr., et la concession d'une ligne télégraphique, du cap Helles à Alexandrie.

Le câble sera par l'île de Chio et la Canarie, et sera enroulé autour de Smyrne, de Beyrouth et d'un autre sur Malte et Corfou, se reliant aux câbles de la Grande-Bretagne. Le capitaine hydrographe Spratt, commandant du bateau à vapeur *Mercury*, actuellement en station à Smyrne, a mission d'opérer la pose du câble, que l'Elba doit apporter incessamment.

En outre, M. John Barkley vient d'être chargé par le gouvernement impérial de l'établissement d'un autre câble sous-marin, allant du cap Helles à Rodosto, sur la mer de Mar-mar. Cette ligne, prolongée sur Andrinople, Egypte, la Syrie et les autres stations de l'Archipel et de la Méditerranée.

— On écrit de Memel (Prusse), le 10 septembre :

Le tribunal de Memel vient de juger une affaire de contrebandiers qui présentait des circonstances assez intéressantes. Une trentaine de paysans prussiens avaient transporté en juin dernier des marchandises de contrebande au village russe de Kotzian, à trois lieues de la frontière. Ils étaient tous à cheval, armés d'armes à feu.

A leur retour ils rencontrèrent un détachement de douaniers russes commandés par le capitaine Piraschoff. Ils l'attaquèrent à coups de fusil et le forcèrent à battre en retraite; mais d'autres douaniers vinrent le renforcer, et quand le détachement fut de 100 hommes à peu près, il y eut une seconde collision. Le combat dura trois heures.

Le capitaine et trois soldats russes furent grièvement blessés, et d'autres soldats moururent à la suite de leurs blessures. Plusieurs contrebandiers furent tués et d'autres furent arrêtés. Les autres gagnèrent la frontière prussienne. Le tribunal de Memel en a condamné plusieurs à des peines d'emprisonnement. Les principaux coupables seront jugés en Russie.

(Zett.)

— Un juif moldave, Israël-Joseph Benjamin, est regardé par MM. Peternann, Charles Ritter et Alexandre de Humboldt, comme un des voyageurs les plus intéressants et les plus judicieux de notre époque. Il a parcouru les contrées orientales de l'Europe ainsi que l'Egypte, la Palestine, la Perse, la régence de Tripoli, celle de Tunis, l'Algérie et le Maroc. En ce moment il se dispose à visiter l'Afghanistan et la Chine. La Société géographique de Berlin l'a chargé de résoudre plusieurs problèmes topographiques, ethnographiques, etc., dans le cours de ce nouveau voyage. Benjamin a publié sur ses pérégrinations des écrits arabes, hébreux, français et allemands. Il vient de faire imprimer à Hanovre un ouvrage intitulé *Huit années de voyages en Asie et en Afrique*.

(Gazette de Voss.)

— Une lettre de Liverpool du 14 septembre signale en ces termes un fait singulier; il s'agit de caissons entiers d'armes, transportés d'Amérique en Angleterre et débarqués à Liverpool.

Dans la dernière réunion des administrateurs des chemins de fer, M. Denon a appelé l'attention sur ce fait que depuis quelques jours il est arrivé de New-York deux caissons d'armes, l'un de quatre-vingt-dix-neuf, à la charge de la paroisse. Il a pensé qu'il était indispensable d'adresser à ce sujet une représentation pressante au secrétaire d'Etat des affaires étrangères.

C'est la garnison de Lunéville, dit le *Courrier de Verdun*, qui fournit le complément de cavalerie réclamé par les manœuvres d'ensemble qui auront lieu au camp de Châlons, sous le commandement de l'Empereur. Pendant que les travaux militaires s'exécutent régulièrement, on complète la topographie du camp par l'achat successif des terrains nécessaires.

La commune de Saint-Hilaire fournit à elle seule 270 hectares, qui seront payés environ 400,000 fr. C'est un bon placement, auquel ne s'attendait pas il y a quatre ans les propriétaires. L'impasse s'agrandit et donne du relief à la commune, grâce surtout au chemin de fer qui ne peut manquer d'être prolongé de Moulmeau à Saint-Menehould.

Quatre nouvelles fermes ont été mises en construction au printemps. Elles seront achevées avant la mauvaise saison, et, dès mars prochain, garnies de leur cheptel et de leur outillage.

— On écrit de Rouen, le 16 septembre :

Un déplorables sinistre vient de détruire la plus grande partie des ateliers de l'établissement d'un des plus honorables industriels les plus intelligents et les plus honorables de la ville. Les foyers rouennais de MM. Laubénier et Co sont établis aux portes de la ville, dans la plaine de Trianon. Hier matin, vers quatre heures, des flammes jaillissant avec violence du centre de l'établissement vinrent donner l'alarme. Le feu, ne rencontrant partout que des matières combustibles, prit tout d'abord une telle extension, qu'on dut renoncer à éteindre le foyer principal.

On essaya cependant de préserver les grues qui pouvaient encore être en partie conservées, mais la charpente intérieure des entrées dans la chute. Les secours furent alors concentrés sur le bâtiment des forges à la main, et on réussit à couper le feu dans la toiture et à préserver les bâtiments adjacents, et d'autres côtés où se trouvaient des machines à vapeur.

Des que l'alarme avait été donnée, les secours arrivaient de tous côtés. Les pompiers de Rouen ont, comme toujours, fait preuve de zèle et de dévouement. Ils ont été puissamment aidés par les pompiers de Saint-Sever, les ouvriers de M. Cubain, de M. Rowell et de M. Richer, qui manœuvraient les pompes de leurs établissements. Plusieurs industriels de la rue d'Alsace ont également porté leur concours. La pompe des Abattoirs avait été amenée par M. Osmond, préposé en chef. Il est inutile d'ajouter que les ouvriers des forges ont rivalisé de zèle et de courage pour arrêter les progrès du feu.

MM. Ch. de Pebevre, secrétaire général de la préfecture; Verdier, maire de Rouen; de Bignon, procureur impérial; Thil, substitut, et le commissaire central, étaient arrivés des premiers sur le lieu du sinistre.

Il n'y a aucun accident grave à déplorer. Les ustensiles de forge et les marchandises ont subi de sérieuses avaries. L'immeuble était assuré pour une somme de 40,000 fr. Les dégâts de l'immeuble sont estimés de 30 à 35,000 fr.; malheureusement les ustensiles, les matériaux et les grues, le tout estimé de 250,000 fr., n'étaient assurés que pour 30,000 fr. La perte réelle peut être évaluée à 150,000 fr.

On n'est pas encore complètement renseigné sur la cause de l'incendie. On présume cependant que quelques flammèches échappées des fourneaux auront mis le feu aux dépôts de suies logés dans les charpentes de ces ateliers du côté de la campagne, et qu'un courant d'air aura fait élever subitement l'incendie.

Il paraît cependant que grâce aux dispositions prises par le directeur de l'établissement, le travail va reprendre sous très peu de jours. Un pilon va être installé sous un abri provisoire et permettra d'occuper de suite des ouvriers.

(Nouvelles.)

Le *Journal de Rouen* ajoute le fait suivant : « Entre les machines atteintes par le feu, nous citerons le marteau-pilon, qui forgeait des pièces de fer de 18,000 kilogr., témoin l'arbre de couche du yacht impérial *Aigle*, en construction à Cherbourg. Ce pilon est maintenant hors de service. La principale pièce de son mécanisme était rouge comme les lèvres d'un homme en colère, et se fendait en deux par la chaleur. Elle s'est fendue tout à coup, et l'arbre a été brisé. »

« Nous nous avons constaté l'établissement de M. Laubénier n'en continuera pas moins à

fonctionner, grâce à d'actives réparations et à la mise en activité de nouvelles machines qui étaient prochainement attendues, qui sont précisément arrivées hier matin à la gare du chemin de fer, et qui pourront remplacer provisoirement celles que le feu a détruites ou endommagées. »

— Un vol de près de 15,000 fr. vient d'être commis au préjudice de M. P., agent de change, au milieu de circonstances qui lui nous paraissent de faire connaître. M. P., occupé depuis sept ou huit ans, en qualité d'employé subalterne, un nommé R., âgé aujourd'hui de trente-quatre à trente-cinq ans, qui avait été placé dans la confiance de son patron et de celle de tous les autres employés, était un homme d'une intelligence un peu bornée, mais d'une conduite régulière, laborieuse et économe, et d'une fidélité qu'on croyait à toute épreuve.

Lundi dernier, le caissier de M. P., après avoir préparé plusieurs mandats, s'était absenté pendant quelques instants de son bureau, et en y rentrant, il s'aperçut que l'un de ces mandats, s'élevait à environ 15,000 fr., et payable à présentation chez M. X., notaire, avait disparu. Il se rendit aussitôt chez M. X., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. X., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Z., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Z., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Z., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Y., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Y., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Y., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. W., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. W., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. W., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. V., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. V., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. V., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. U., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. U., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. U., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. T., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. T., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. T., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. S., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. S., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. S., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. R., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. R., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. R., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Q., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Q., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Q., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. P., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. P., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. P., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. O., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. O., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. O., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. N., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. N., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. N., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. M., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. M., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. M., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. L., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. L., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. L., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. K., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. K., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. K., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. J., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. J., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. J., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. I., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. I., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. I., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. H., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. H., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. H., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. G., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. G., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. G., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. F., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. F., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. F., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. E., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. E., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. E., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. D., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. D., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. D., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. C., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. C., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. C., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. B., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. B., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. B., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. A., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. A., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. A., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Z., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Z., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Z., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Y., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Y., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Y., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. X., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. X., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. X., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. W., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. W., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. W., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. V., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. V., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. V., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. U., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. U., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. U., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. T., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. T., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. T., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. S., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. S., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. S., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. R., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. R., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. R., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Q., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Q., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Q., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. P., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. P., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. P., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. O., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. O., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. O., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. N., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. N., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. N., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. M., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. M., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. M., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. L., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. L., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. L., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. K., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. K., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. K., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. J., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. J., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. J., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. I., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. I., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. I., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. H., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. H., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. H., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. G., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. G., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. G., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. F., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. F., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. F., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. E., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. E., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. E., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. D., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. D., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. D., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. C., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. C., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. C., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. B., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. B., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. B., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. A., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. A., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. A., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Z., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Z., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Z., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Y., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Y., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Y., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. X., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. X., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. X., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. W., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. W., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. W., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. V., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. V., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. V., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. U., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. U., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. U., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. T., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. T., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. T., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. S., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. S., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. S., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. R., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. R., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. R., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Q., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Q., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Q., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. P., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. P., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. P., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. O., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. O., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. O., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. N., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. N., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. N., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. M., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. M., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. M., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. L., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. L., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. L., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. K., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. K., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. K., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. J., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. J., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. J., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. I., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. I., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. I., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. H., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. H., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. H., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. G., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. G., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. G., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. F., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. F., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. F., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. E., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. E., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. E., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. D., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. D., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. D., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. C., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. C., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. C., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. B., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. B., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. B., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. A., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. A., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. A., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Z., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Z., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Z., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Y., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Y., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Y., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. X., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. X., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. X., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. W., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. W., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. W., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. V., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. V., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. V., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. U., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. U., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. U., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. T., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. T., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. T., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. S., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. S., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. S., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. R., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. R., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. R., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. Q., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. Q., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. Q., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. P., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. P., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. P., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. O., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. O., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. O., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. N., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. N., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. N., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. M., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. M., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. M., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. L., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. L., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. L., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. K., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. K., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. K., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. J., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. J., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. J., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. I., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. I., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. I., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. H., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. H., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. H., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. G., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. G., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. G., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. F., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. F., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. F., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M. E., agent de change, et en arrivant chez ce dernier le caissier lui dit que la traite avait été soldée à présentation en espèces, et lui remit la somme. Supposant qu'il n'avait rien de fait, il se rendit chez M. E., et lui fit part de ce qui venait de lui arriver. M. E., qui lui avait remis une traite de même valeur, payable chez M.

forme le fond de son livre, d'intéressantes remembrances de l'histoire vident à chaque instant l'éclaircir, l'illustrer de leurs vifs reflets; de sorte que, après l'avoir lu, on se sent comme ayant vécu de la vie de ces âges écoulés, on a pour ainsi dire parcouru le vieux Paris, visité ses rues, traversé ses ponts, causé avec son peuple, ses bourgeois, ses marchands, ses prêtres et ses gens d'armes. On nous nous trompons fort, ou M. Maurice Champion est Parisien pur sang: il porte comme nous le vieux Paris dans son cœur. S'agit-il, par exemple, de l'achèvement du Pont-Neuf en 1598, on entend le bon roi Henri se plaindre haut et ferme devant les marchands de l'impôt que la Ville, à cette occasion, veut faire peser sur l'Etat tout entier: «Le plat pays est assez désoyé, personne ne parle pour le peuple, et c'est contre charité chrétienne que de charger ainsi le roi (l'Etat, collectivement) pour des charges la Ville.» S'agit-il de réunir l'île Notre-Dame à l'île aux Vaches et d'en faire une seule île de la Cité, on suit dans ses péripéties la longue lutte des doyens et chanoines du Chapitre de Notre-Dame défendant à outrance leurs vices et leurs franchises privilégiées. Est-il question de la construction du pont Marie en 1619, l'auteur nous fait assister au cortège du jeune roi Louis XIII et de la reine Marie, sa mère, venant poser la première pierre, à sa suite de ses soixante archers vêtus de leurs houppelans et de leurs halberdiers, et de Messieurs les prévôts des marchands, eschevins et greffiers, vêtus de leurs robes mi-parties, puis dudit sieur procureur du roi en sa robe d'escarlate. Et mentionne-t-il certains travaux projetés en 1550 pour la déscharge des eaux, il a soin de nous donner le texte d'un arrêt du Parlement qui montre que l'invention des ateliers nationaux n'est pas tout à fait de moderne: «En toutes républiques, dit cet acte, rendu au nom du roi Henri II, il est très nécessaire d'avoir œuvres publiques pour employer les oyseux et aussi les fainéants; et comme il y a plusieurs artisans et aydes à maçons et plusieurs autres qui sont demeurés en cette ville, lesquels ne peuvent trouver moyen de gagner leur vie, il est enjoint aux prévôts des marchands et eschevins de dresser quelques œuvres publiques en plusieurs endroits de cette ville et faubourgs d'icelle, etc.»

Mais en vérité à quoi bon nous évertuer ainsi à caractériser le livre de M. Champion? Notre tâche était plus simple: nous pouvions nous borner à produire, sur la valeur et l'utilité de ce volume, un témoignage qui parle bien plus haut que notre trop verbosité esquisse; il nous suffisait de dire que le ministre des travaux publics et du commerce l'a honoré d'une importante souscription. L'administration française, en pareil cas, est à juste titre fort économe de ses deniers, et une pareille faveur est par elle-même assez significative. — En attendant, l'ouvrage n'est pas fini: en nous donnant l'histoire des inondations de la Seine à Paris, M. Champion nous a promis celle des débordements de tous nos autres grands cours d'eau. Le mérite de son premier volume fera vivement désirer au public l'accomplissement de cette promesse.

CHEMIN DUPONT.

— Commission des finances d'Espagne. On rappelle au public que le 30 courant aura lieu à Madrid la vente à l'enchère de mercur, conformément à ce qui a été annoncé dans le Journal des Débats du 12 juin 1858. — Paris, le 16 septembre 1858.

— La célèbre école préparatoire Mayer, dirigée depuis quatre ans par M. l'abbé Barret, docteur en lettres, ancien recteur de l'Université, Paris, 263, rue Saint-Jacques, se recommande par son esprit chrétien, la force traditionnelle de ses études, ses succès constants et le choix de ses élèves. La préparation au baccalauréat et aux écoles spéciales y commence après la quatrième. Il y a une division pour les candidats à l'Ecole Navale.

— Le Chocolat Perron, 14, rue Vivienne, est aujourd'hui le meilleur en qualité et le meilleur marché en prix. C'est le déjeuner réparateur par excellence. Ses chocolatinas et ses dragées parisiennes sont la plus exquise, la plus délicate friandise. C'est le bonbon obligé des desserts, des mariages, et surtout des baptêmes.

— M. Paul Simon, médecin-dentiste, boulevard des Italiens, 6, fait tous les jours (excepté le dimanche) l'application de son appareil électro-magnétique pour la guérison instantanée des névralgies dentaires.

La discussion continue avec la plus vive animation entre les vendeurs qui voudraient amener des cours plus faibles pour racheter, et les acheteurs qui maintiennent leur position. C'est toujours le cours de 73 fr. qui sert de point de repère; tout a tour regagné et perdu, il sert à constater les victoires alternatives des deux partis. D'un côté, on a pour auxiliaires les primes et les réalisations; de l'autre, on a l'argent qui afflue de la province et qui sort de toutes les caisses on jusqu'à présent) est resté sans emploi.

Aujourd'hui le Trois pour 100, qui avait débuté en baisse sur la précédente clôture, sous l'impression de la réaction qui s'était montrée si vive à la fin de la Bourse d'hier, n'a pu être ramené plus bas que 72 fr. 60 c., et s'est relevé jusqu'à 72 fr. 95 c., avec 15 c. de hausse.

Au comptant, le Trois pour 100 reste à 72 fr. 75 c., en hausse de 25 fr. Le Quatre et demi s'est négocié à 90 fr., en hausse de 30 c.

Les Consolidés sont venus à 97 1/4 97 3/8, avec 1/8 de baisse sur les deux cotés.

Les Actions du Crédit mobilier ont éprouvé des fluctuations très brusques: de 935 fr., on est tombé à 915 fr., puis on est remonté à 930 fr., avec 25 fr. de hausse.

Les Obligations gardent leurs cours.

Les Actions de la Banque, du Crédit foncier, du Comptoir d'escompte n'ont pas varié.

Les recettes des chemins de fer ont atteint pour le huitième mois 10 millions 450,000 francs, en augmentation de 187 millions sur le même mois de l'année dernière; mais comme la comparaison avec la semaine correspondante de 1857 donne en faveur de 1858 une augmentation satisfaisante. Voici d'ailleurs les différences sur la 33^e semaine de 1857 et la 36^e de 1857:

	Différence sur la 36 ^e semaine de 1857.	36 ^e semaine de 1858.
Lyon.....	+ 200,430	+ 53,417
Est.....	+ 142,920	+ 32,432
Orléans.....	+ 98,767	+ 33,871
Saragossa.....	+ 62,828	+ 14,904
Lombards.....	+ 62,936	+ 14,938
Midi.....	+ 58,839	+ 11,642
Genève.....	+ 57,269	+ 9,936
Nord.....	+ 55,486	+ 24,944
Ouest.....	+ 50,888	+ 13,832
Dauphiné.....	+ 9,116	+ 1,083
Autrichiens.....	+ 3,721	+ 24,949

Ces recettes n'ont pas été sans influence sur la tenue des négociations du jour, et elles ont surtout favorisé les acheteurs du Lyon. Dès le début de la Bourse, cette valeur était ferme aux environs de 860 fr.; en clôture on est resté à 875 fr., avec 17 fr. 50 c. de hausse.

L'Orléans a fléchi de 1,425 fr. à 1,415 fr. Sur ce cours, les achats sont revenus et ont ramené le prix à 1,432 fr. 50 c., soit 17 fr. 50 c. de hausse.

Le Nord a touché plusieurs fois le cours de 1,000 fr., et finit à 997 fr. 50 c., en hausse de 2 fr. 50 c. Les Actions nouvelles se sont négociées à 835 fr., en baisse de 12 fr. 50 c. au comptant.

L'Est a varié de 747 fr. 50 c. à 752 fr. 50 c., et

s'est arrêté à 750 fr., en baisse de 2 fr. 50 c.; le Midi a gagné 2 fr. 50 c.; l'Ouest n'a pas changé, ainsi que le Genève, et le Béziers a repris 2 fr. 50 c., à 227 fr. 50 c.

Les chemins Autrichiens étaient fermes entre 685 fr. et 690 fr., et restent, comme hier, à 687 fr. 50 c.

Les chemins Russes sont tenus à 908 fr. 75 c. Le comptant a peu varié; toutefois la hausse s'est beaucoup occupée des Lombards, et les a portés jusqu'à 637 fr. 50 c.

Sur la nouvelle de la conclusion définitive des négociations entamées avec le François-Joseph, cette dernière ligne elle-même a eu sa part de cette faveur, et finit à 503 fr. 75 c., en hausse de 5 fr.

Le marché industriel a été très ferme. On a vu la Caisse Mirès à 333 fr., la Caisse de l'Industrie à 111 fr. 25 c., et le Comptoir Bonnard à 70 fr.

Le Gaz parisien s'est traité à 790 fr., les Omnibus à 797 fr. 50 c., et le Rivoli à 101 fr. 25 c. Les Messageries étaient très demandées et ont acquis aujourd'hui le cours de 600 fr.

La Compagnie maritime reste à 515 fr.

MARCHANDISES. — Huile de colza. — Disponible en fûts, 105 fr., en tonnes, 107 fr. 50 c.; épurée, 115 fr. 50 c.; lin, en fûts, 102 fr., en tonnes, 104 fr.; colza commun, 124 fr.; bon, 157 fr.

Colza. — Lille, 96 fr.; Rouen, 104 fr.; Caen, 104 fr. 50 c.

Esprits. — Montpellier disponible, 66 degrés, 63 fr.; dito fin, 1^{re} qualité, 67 fr.; 2^e qualité, 57 fr. 25 c.; 3^e qualité, 26 fr. à 26 fr. 50 c.; 2^e qualité, 24 fr. à 25 fr. 50 c.

Farines (de seigle 157 kilogr.). — Disponible et courant du mois, 50 fr. à 50 fr. 50 c.; trois derniers mois, 50 fr. à 51 fr.; quatre premiers mois de 1859, 51 fr. à 51 fr. 50 c.

Savons. — Bleu pâle, ferme, 88 fr. 50 c., éponge, 3 pour 100, dit moyen, 87 fr.; dit dit, 87 fr. 50 c.; dit dit, blanc, 117 fr.; dit dit, 117 fr. 50 c.

Suifs. — De France, 125 fr. 50 c.

Sucres. — Martinique et Guadeloupe, bonne 4^e, 152 fr.; indigène, bonne 4^e, 139 fr. 50 c.; à 140 fr.; Café. — Haïti, 2 fr. 45 c. à 2 fr. 50 c.; Moka, 2 fr. 80 c. à 3 fr.

BOURSES ÉTRANGÈRES.

Londres, le 17 septembre. — Consolidés (midi), 97 1/4 à 97 3/8, (une heure), 97 1/4 à 97 3/8.

Amsterdam, le 17 septembre. — Cours de clôture: Consolidés, 97 3/8 à 97 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Vienne, le 17 septembre. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Paris, le 17 septembre. — Cours de clôture: Consolidés, 97 3/8 à 97 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Madrid à Saragosse et à Alicante. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Tarragone à Reus. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Lombard-Vénitien. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Omnibus de Paris. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Est. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Orléans. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Nord. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Ouest. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Dauphiné. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Autrichiens. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

Compagnie générale des eaux. — Cours de clôture: Consolidés, 100 à 100 1/2; Différé d'Espagne, 29 à 29 1/4.

RECETTES DES CHEMINS DE FER.

Déduction faite de l'impôt du dixième.

	1858.	1857.
Orléans.	1,217,998	1,118,230
Exercice.	38,774,304	39,677,134
Est.	1,045,508	994,619
Exercice.	29,099,465	29,030,463
Paris à Lyon et à la Méditerranée.	1,781,353	1,580,893
Exercice.	52,595,663	54,237,947
(Par le Bourbonnais).	282,042	279,894
Exercice.	9,035,697	9,032,627
Nord.	1,157,285	1,101,798
Exercice.	36,511,920	34,327,402
Est.	1,212,247	1,069,327
Exercice.	36,211,902	32,030,811
Midi.	438,528	379,688
Exercice.	11,046,753	9,949,948
Lyon à Genève.	139,511	82,242
Exercice.	3,099,250	1,581,164
Autrichiens.	36,288	—
Exercice.	829,538	—
Dauphiné.	36,898	27,781
Exercice.	936,866	540,038
Chemins autrichiens.	834,076	830,355
Exercice.	24,071,927	22,402,515
Madrid à Saragosse et à Alicante.	193,228	96,401
Exercice.	6,453,868	—
Tarragone à Reus.	138,227	—
Exercice.	124,843	—
Lombard-Vénitien.	277,114	214,127
Exercice.	7,285,763	5,736,554
Omnibus de Paris.	278,864	264,245
Exercice.	9,407,909	8,599,635
Est.	695,258	632,337
Exercice.	8,337,831	7,453,075
Orléans.	1,629,567	—
Exercice.	1,901,000	—
Janvier 1858.	1,629,567	—
Avril 1858.	1,901,000	—

MÉTAIRES.

Etude de M^{re} BOULAN, avoué, rue de la Harpe, 18.

Vente au tribunal de Commerce, en trois lots, par voie de licitation, le mardi 5 octobre 1858, à midi:

1^{er} Lot de la MÉTairie de SAINT-ANTOINE. Contenance, 52 hectares 78 ares 18 centiares. Mise à prix, 75,000 fr.

2^e Lot de la MÉTairie de BERGAIN. Contenance, 27 hectares 87 ares 55 centiares. Mise à prix, 50,000 fr.

3^e Lot de la MÉTairie du PONT-DU-TRÉC. Contenance, 23 hectares 98 ares 47 centiares. Mise à prix, 50,000 fr.

Le tout situé commune de Brie, arrondissement de Marmande (Lot-et-Garonne), à proximité de la station du chemin de fer de Marmande.

S'adresser, pour les renseignements: 1^{er} M^{re} BOULAN, avoué poursuivant, détenteur du plan, en son étude sus-indiquée; 2^e M^{re} Larré, avoué colicitant, place Saint-Projet, n^o 2, lesquels pourront échanger comme tous autres avoués du tribunal; sur les lieux, à l'usine d'Arrière, et à Paris, à M^{re} Lacroix, avoué, rue de Choiseul, 21.

Achats et Ventes d'Immeubles de gré à gré.

GRANDE OCCASION. 6,750 m. de terrain à vendre, à 3 fr. 50 c. et 4 fr. 50 c. le mètre, planté d'arbres fruitiers. S'adresser chez M. Sarron, bureau des voitures, à la Vaucluse-Saint-Maur, et près l'embarcadere d'un chemin de fer.

Voitures au Plat-d'Elain, rue Saint-Martin, 326. (7311)

BRASSERIE. A vendre ou à louer, grande malterie au complet, belle clientèle. Le vendeur cède termes et délais pour une partie du prix. Réponse franco, bur. rest., aux init. P. R. (7313)

Avis aux Actionnaires.

SOCIÉTÉ ANONYME

des mines et foreries de plomb et de zinc de STOLBERG et DE WESTPHALIE.

Le conseil d'administration a l'honneur de prévenir MM. les actionnaires qu'à partir du 1^{er} octobre prochain le coupon n^o 3 des actions privilégiées sera payé à raison de 20 fr. ou 50 talers 10 silbergros.

Et celui n^o 4 des actions primitives à raison de 1 fr. 25 c. ou 10 talers.

Aux-Aix-Chapelle, au siège de la Société; à Paris, boulevard Saint-Denis, 6, jusqu'au 16 octobre, et à partir du 18, rue de Rivoli, 9; à Bruxelles, chez M. Brochez; à Cologne, à la Société de la Banque A. Schaaffhausen.

Aux-Aix-Chapelle, le 14 septembre 1858.

Le directeur-général, WILH VON DER HEYDT. (6308)

SOCIÉTÉ ANONYME

DES HAUTES-FOURNEES DE DOLHAIN (Belgique).

MM. les actionnaires sont invités à se réunir le 27 septembre 1858, à midi, au siège de la Société, à Dolhain, en assemblée générale extraordinaire, à l'effet de 1^{er} d'autoriser, en exécution de l'article des statuts, une émission d'actions en paiement de la concession; 2^e de délibérer sur une proposition de modification aux statuts. (7038)

Cessions de Fonds. — Avis divers.

PENSIONNATS et Extérieurs à gérance. (Aff. 7309)

chef d'inst., qui procure prof^{ts} des deux sexes. (Aff. 7309)

Adjudications. — Jugements.

HOTEL ET MAISON A PARIS.

MAISON A LA CHAPELLE-SAINT-DENIS.

Etude de M^{re} MARC FABRE, notaire, sise à Paris, rue Thévenot, 14.

Adjudication, même sur une seule enchère, en la chambre des notaires de Paris, le mardi 20 octobre 1858, à midi, en trois lots, des immeubles ci-après, savoir:

1^{er} Lot. Un BEL HOTEL avec grand jardin, cour, écuries, remises, d'une contenance totale de 947 mètres environ, sis rue du Faubourg-Saint-Denis, 147 et 147 bis.

Entrée en jouissance immédiate.

2^e Lot. Une MAISON, sise à Paris, passage des Panoramas, 12.

3^e Lot. Une MAISON avec jardin, sise à la Chapelle-Saint-Denis, rue des Couronnes, 18.

Mises à prix: 1^{er} lot, 100,000 fr. 2^e lot, 30,000 fr. 3^e lot, 30,000 fr.

S'adresser audit M^{re} Fabre, notaire, rue Thévenot, 14. (7303)

PARC DU RAINCY. La vente des terrains boisés du Raincy se continue avec succès; 841 lots sont déjà vendus; 208 constructions sont élevées, et la récente inauguration de l'église vient d'augmenter encore l'importance de la nouvelle colonie.

Dimanche 19 septembre 1858, à une heure, 2^e adjudication dans le parc, de deux maisons de campagne et de 37 lots de terrain magnifiquement boisés, de toutes conteneances, sur le plateau de Montfermeil, et jouissant de vues remarquables, avec sortie sur la forêt.

Mise à prix: 1^{er} lot, par mètre et plus; paiement du prix en deux ans par annuités.

Station du chemin de fer de Strasbourg dans le parc même; 11 trains montants, 12 trains descendants; billets d'aller et retour; trajet en 25 minutes. Omnibus spécial dans l'intérieur du parc.

Cette vente étant l'avant-dernière de l'année, la Compagnie s'est attachée à y comprendre des lots dont la situation et les avantages particuliers méritent l'attention des amateurs.

Plans et renseignements au Raincy, et à Paris, au siège de la Compagnie, 5, faubourg Poissonnière; chez M^{re} Desforges, notaire, 1, rue d'Hauteville; M^{re} Sebert, notaire, 4, rue de l'ancienne Comédie; et M. Dutreil, 12, rue de Mézières. (7134)

UNE PROPRIÉTÉ DE RENTE.

Adjudication, le jeudi 30 septembre 1858, à une heure précise, en l'étude de M^{re} SEBERT, notaire, en deux lots de 525 fr. chacun.

De la nue propriété de 1,056 fr. de rente 3 pour 100 sur l'Etat, dont l'usufruit repose sur une légitime de 70 ans.

Mise à prix pour chaque lot, 6,500 fr.

S'adresser à M^{re} Sebert, notaire à Paris, rue de l'ancienne Comédie, 4. (7134)

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE GRAISSESSAC-BÉZIERS.

Le conseil d'administration a l'honneur de prévenir MM. les actionnaires porteurs des actions dont les numéros suivent que ces actions seront vendues à la Bourse, par ministère d'agent de change, à leurs risques et périls, conformément à l'article 16 des statuts, et d'être au 10 octobre prochain, ils n'ont point opéré leurs versements en retard.

Actions sur lesquelles 150 fr. restent à verser.

	1858.	1857.
18532 à 18535	830	1091
19341 à 19343	1143	1145
22528	830	1091
22995 à 23008	4801	5672
24819 à 24835	6403	6403
25131 à 25134	6459	6459
28912 à 28914	8484	8484
29693	8962	8962
30734 à 30735	10665	10665
31154	10779	10779
32190 à 32194	11720	11724
33832 à 33840	11726	11726
33856	15949	15949
34448	20762	20763
34900	22633 à 22639	22639
33358 à 33361	23649 à 23641	23641
	24047	24047
	24927	24927
	26004	26004
	26008	26008
	27151 à 27174	27174
	27301	27301
	27837	27837
	29457 à 29461	29461
	32274	32274
	33328	33328
	33919	33919

Par ordre du conseil d'administration. Le secrétaire, JULES ALLEN, (7307)

SOCIÉTÉ ANONYME

DES HAUTES-FOURNEES DE DOLHAIN (Belgique).

MM. les actionnaires sont invités à se réunir le 27 septembre 1858, à midi, au siège de la Société, à Dolhain, en assemblée générale extraordinaire, à l'effet de 1^{er} d'autoriser, en exécution de l'article des statuts, une émission d'actions en paiement de la concession; 2^e de délibérer sur une proposition de modification aux statuts. (7038)

Cessions de Fonds. — Avis divers.

PENSIONNATS et Extérieurs à gérance. (Aff. 7309)

chef d'inst., qui procure prof^{ts} des deux sexes. (Aff. 7309)

A VENDRE un des meilleurs trotteurs de France, âgé de 7 à 8 ans, S'adresser à M. Renaut, barrière d'Italie, 58. (6800)

UN JARDINIER chef est demandé à l'avant, près Pierrefort (Morbihan). (7310)

AVIS. Le public est prévenu que la famille PORCELOT, de Louisy (Meuse), dont les trois frères exercent la profession de cordonniers, rue Guérin, 3, rue du Faubourg-du-Temple, 31, boulevard des Poissonniers, 18, à Montmartre, d'ancien commun avec deux frères Pierrot qui viennent d'être condamnés par la Cour d'assises et sont d'une autre localité.

PARIS A COMPIÈGNE.

tous les dimanches.

TRAIN DE PLAISIR PAR LE CHEMIN DU NORD.

Visite aux ruines de Pierrefort.

Prix, aller et retour:

1^{re} Classe, 10 fr. — 2^e Classe, 8 fr. — 3^e Classe, 6 fr. — Départ de Paris, 8 h. 25 m. mat. Retour, 9 h. 30 m. soir. (7312)

DIRECTRICE depuis vingt ans de l'Institut de la barrière de Neuilly, à l'École des Champs-Élysées, Mme Poullet, a l'honneur de prévenir les familles que sa maison, si spacieuse, si bien aérée, n'est pas atteinte par les expropriations si nombreuses dans ce quartier. Les jeunes personnes, françaises ou étrangères, continuant d'y recevoir, sous leurs auspices et sous leur direction, l'éducation la plus complète et la mieux appropriée aux exigences de l'époque.

L'ÉCOLE PRÉPARATOIRE.

de Montreuil, à Versailles, ouvrira le 6 octobre prochain des cours spéciaux pour les jeunes gens dont les études sont restées incomplètes. Ils seront dirigés par ceux que les candidats puissent se présenter aux examens du baccalauréat et seiches en avril 1859.

Ceux qui voudront subir l'épreuve en décembre trouveront des conférences établies dans ce but.

Les cours des élèves aux jeunes gens déjà pourvus du diplôme s'ouvriront également le 6 octobre. (6771)

Bibliographie. — Publications diverses.

PUBLICITÉ ANGLAISE-AMÉRICAINE. — On peut faire insérer dans le journal le plus quotidien *Galignani*, une foule d'annonces de toutes sortes, de lettres, de prospectus, de cartes de commerce, affaires industrielles, immobilières, locations, ventes, etc. — Bureaux du journal, rue de Rivoli, 224, près la rue d'Alger. (6935)

Industrie. — Commerce. — Inventions.

PENDULES. — BRONZES, LUSTRES, ARMURES, etc. — Armand MOSNIER, rue de Rivoli, 132. (6796)

ÉCLAIRAGE au schiste, 40 p. 100 d'économie. — L. LEBLANC, 26, boulevard de la Chapelle, 26. (6965)

MARRONS D'INDE. — Achat par M. Callias, à Nanterre (Seine), 35 fr. les 1,000 kil. (6961)

NETTOYAGE DES TACHES sur la soie, le velours, la laine, sur toutes les étoffes et sur les tapis, sans laisser aucune odeur, par le BENZINE-COLLAS, 1, rue de la Chapelle, 1. Médaille à l'Exposition universelle. (6599)

PAR UN PROCÉDÉ NOUVEAU et en une séance, MM. Desbarbats et fils, médecins dentistes, posent des pièces artificielles d'une à six dents qui garantissent pendant dix années. Cette garantie ne s'étend que pour les dents de devant de la mâchoire supérieure, les autres par exception, fixées que par les procédés ordinaires. Déposit de leur Eau dentifrice chez les principaux parfumeurs de France, et chez eux, Palais-Royal, 154, 2^e étage. (7019)

Navires en charge.

PAQUEBOTS A VAPEUR A GRANDE VITESSE. Service de passagers sur la Seine.

ENTRE LE HAVRE ET ROUEN.

S'adresser, pour tous renseignements, au bureau de dépôt: à Paris, à MM. Châteauneuf jeune et Soubray, 8, boulevard Montmartre; — à Rouen, à M. Louis Bertin, 19, quai de la Bourse (station des paquebots); — au Havre, à M. J.-B. Fingard, directeur de la Compagnie, 67, Grand-Quai. (7315)

Traité de Médecine. — Pharmacie. — Parfumerie.

HYDROTHERAPIE.

Etablissement modèle, situé au Bouscat, banlieue de Bordeaux (Gironde).

Maison de santé et de convalescence, appareils complets, pensionnaires et externes, belle propriété, ombragée d'arbres, table de famille. Prix très modérés. S'adresser, franco, pour prospectus et renseignements, à M. A. Durigaud, directeur. (7316)

LE TRAITEMENT DES FRÈRES MAHON.

qui n'est pas encore dans le domaine public, a remplacé les moyens les plus employés de la médecine, etc. Il est appliqué de père en fils, depuis 1806, aux hôpitaux Beaumont, Saint-Louis, etc., à Paris et dans les départements de province. Les malades non indigents sont reçus rue Saint-Honoré, 408, les mardis et samedis, de midi à quatre heures et tous les jours à cinq heures. — Consultations, 10 fr. Guérisons à forfait: 1,000 fr., 800 fr., 600 fr., 400 fr., 200 fr., et 50 fr. (traitement par correspondance). Pyriasis, mentagré, dartres, etc., 75,865 guérisons constatées de 1806 à 1858. — Eau, pommade pour soigner et conserver les cheveux, 1 fr. Déposit chez les pharmaciens.

LE BANDAGE A REGULATEUR, reconnu le plus sûr pour l'usage de la calotte et de la répétition des hernies, ne se trouve que chez M. Biondetti, breveté s. g. d. g., et qui a obtenu 8 médailles pour la supériorité de ses produits. Paris, rue Vivienne, 48. (7058)

MOYEN FACILE ET AGREABLE de se purger en tout temps, en toute saison, sans irriter l'estomac ni les intestins.

Par l'usage du CHOCOLAT à la magnésie de DESBRIÈRE, pharmacien, rue Lepelletier, 9, Paris. (7122)

Plus de CHEVEUX repoussant. J. B. A. T. Fl. 1^{re} 50 c., 2^e 25 c. 50 c. Inst. par Tricard, Jernès, 47, Paris. (7076)

DENTS MALADES. GUERISON en une séance, par l'électropneumatique. Conservation garantie, sans opération ni douleur. L'ÉLÉPHANT, seul inventeur, boulevard Montmartre, 11, de 9 h. 5 à 7 h. (7020)

BRILLANTINE OBER pour entretenir, des favoris et de la barbe. Fl. 3 fr. L. Vivienne, 5, au 1^{er}. (7203)

GUÉRISON SANS MERCURE, ETC.

Des maladies vénériennes et réitérées. Que de consultants qui m'écrivent, me confient qu'après avoir fait inutilement usage de remèdes secrets, il leur est survenu un rétrécissement, une rétention d'urine, etc., et que, quoiqu'ils aient essayé de se servir de sondes, de bougies et autres moyens, ils voient aggraver leurs maux! Que d'autres, atteints d'érysipèles, d'éczémas, de ptyriasis, de verrues, de hémorroides, etc., qui viennent enfin se recommander à moi, et je les guéris sans souffrance ni opération! (voir Bassagel, méd. prof., prof. membre de l'Académie nationale, expédie son livre gratis aux consultants qui envoient par correspondance un bon de poste de 10 fr. Bⁿ d'écrite les symptômes. Cons. de midi à 4 h. à 2^e, BOULEVARD DES SEBASTOPOL, 21, à Paris. (Affr.) (6713)

4^{me} TIRAGE LE 31 OCTOBRE 1858

LOTS donnés par S. M. L'EMPEREUR:

	4,000 fr.	2,500 fr.	1,500 fr.	800 fr.	600 fr.
1 ^{er} lot, composé de pièces d'argenterie de la valeur artistique (sur facture d'00104) de	4,000 fr.	2,500 fr.	1,500 fr.	800 fr.	600 fr.
2 ^e lot, — — — — —	—	—	—	—	—
3 ^e lot, — — — — —	—	—	—	—	—
4 ^e lot, — — — — —	—	—	—	—	—
5 ^e lot, — — — — —	—	—	—	—	—
6 ^e lot, un vase en porcelaine de Sèvres de la manufacture impériale	—	—	—	—	—
Total	10,000 fr.	—	—	—	—

Billet de série composé de 6 numéros avec lequel on peut gagner 1